

## 2. Le différend israëlo-arabe

La question la plus épineuse est celle qui touche aux relations entre Israël et les pays arabes car, après des décennies de conflits, le contentieux accumulé, tissé de haine et d'incompréhension, est immense.

Aucun plan de sécurité régionale ne peut prétendre réussir si l'on n'est pas fermement déterminé à faire des progrès vers un règlement global négocié et durable du différend israëlo-arabe, y compris de la question palestinienne. Un tel règlement négocié doit être fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité et sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination. À cet égard, le Canada n'a pas attendu la guerre du Golfe pour faire connaître son attitude favorable à la tenue d'une conférence internationale sur ces sujets.

## 3. Les disparités économiques

Face à de nombreux conflits, surtout ceux qui mettaient aux prises des pays peu développés, le Canada a toujours mis l'accent sur les impératifs sociaux et économiques. Au Moyen-Orient, ce besoin est encore plus impérieux. C'est un cadre nouveau qu'il faut donner à cette région, et ce cadre, il appartient aux habitants et aux États de la région de le définir.

Nous devons donc encourager les pays en cause à tendre vers la sécurité coopérative. Par exemple, après les hostilités, les pays du Golfe, voire de tout le Moyen-Orient, pourraient songer à créer une organisation de coopération économique. Une telle organisation, qui pourrait être affiliée aux Nations Unies et travailler de concert avec les grandes institutions économiques et financières internationales, contribuerait à assurer une meilleure stabilité dans la région.

## Les leçons de la Crise

Nous devons tirer dès aujourd'hui des leçons importantes de ce conflit. Nous avons une responsabilité considérable car, à des degrés divers, nous avons tous contribué au fil des années à la constitution d'un appareil militaire au Moyen-Orient — particulièrement en Iraq — qui dépasse l'entendement. L'aide militaire a dépassé en importance l'aide économique et cela doit cesser.

Tout plan de paix véritable doit comprendre des mesures strictes destinées à endiguer la prolifération des armes de destruction massive et l'accumulation de stocks d'armes conventionnelles dans la région. Ces questions cruciales, telles la prolifération des armes nucléaires, chimiques, bio-

logiques et des techniques de lancement de missiles, font déjà l'objet de négociations multilatérales. Il est urgent de redoubler nos efforts afin que se manifeste une puissante volonté politique à cette fin.

C'est fort de cette conviction que le Canada entend se faire le promoteur au cours des prochains mois d'un **Sommet mondial sur les instruments de guerre et les armements de destruction massive**. Ce sommet deviendrait le lieu privilégié d'une nouvelle concertation politique. Il viserait à adopter un plan d'action rigoureux qui conduirait, d'ici 1995, à l'adoption d'un cadre intégré de régimes de non-prolifération et de contrôle des armements, y compris des armements conventionnels. ■

# 800 SOLDATS CANADIENS AU MOYEN-ORIENT

Le 21 février, M. Clark a informé le Secrétaire général des Nations Unies que le Canada était prêt à envoyer, «dans un délai de quelques heures», les troupes canadiennes actuellement stationnées à Chypre et au Liban (soit environ 800 soldats) pour surveiller un éventuel cessez-le-feu au Koweït. M. Clark a aussi révélé que l'Irlande, la Finlande, la Norvège et la Suède avaient convenu de mettre leurs contingents de «casques bleus» au Moyen-Orient à la disposition des Nations Unies.

M. Clark a précisé qu'il ne s'agirait pas d'une force de maintien de la paix, dont la responsabilité devra être confiée, plus tard, à des pays de la région, mais d'un contingent de plusieurs milliers de militaires chargé de surveiller le cessez-le-feu et le retrait de l'armée iraquienne du Koweït dans les délais prévus, c'est-à-dire une force de vérification et d'observation pour les besoins immédiats de toute trêve agréée. Il a précisé que, même si la force régionale de maintien de la paix au Moyen-Orient devrait être

constituée de troupes des pays arabes, le Canada pourrait être appelé à fournir quelques experts pour aider à sa mise en place. ■